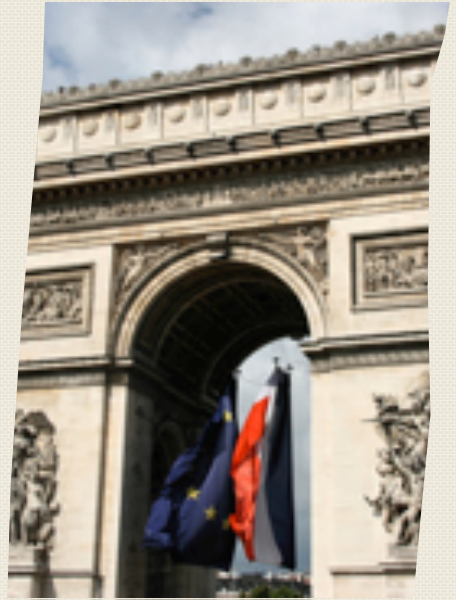


LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 14 MARS 2017

SOMMAIRE

- 1) Il aime se faire entretenir
- 2) La révolte peut être à nos portes
- 3) Il veut le virer...
- 4) Similitudes et inquiétudes
- 5) Il pulvérise l'audience de...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) François Fillon ne se fait "pas beaucoup d'illusions" sur sa mise en examen cette semaine





Les Echos@LesEchos
François Fillon : «Je suis le seul à incarner
une vraie rupture» <http://trib.al/qheLghn>

François Fillon affirme qu'il est le seul candidat à l'élection présidentielle à "incarner une vraie rupture" pour redresser l'économie, et le seul en mesure de disposer d'une majorité parlementaire pour appliquer sa politique, dans une interview ce lundi dans "Les Échos".

Interrogé sur une éventuelle mise en examen lors de sa convocation par un juge mercredi, dans l'affaire de soupçons d'emplois fictifs de membres de sa famille, François Fillon affirme qu'il ne se "fait pas beaucoup d'illusions", "compte-tenu de la précipitation avec laquelle cette procédure est conduite". "Mais je suis convaincu que mon innocence sera reconnue in fine", affirme-t-il.

Il n'y a pas, selon lui de "radicalisation" des électeurs Les Républicains qui le soutiennent et son projet "n'est pas plus à droite" qu'il ne l'était avant cette affaire.

"Mon projet reste et restera celui de la primaire", assure-t-il : "Nous avons simplement amélioré certains volets, notamment la baisse des charges salariales afin qu'elle bénéficie davantage aux petits salaires". "Il s'agira d'un forfait de 350 euros par salarié par an, 700 euros pour un couple, soit un effort substantiel de 7,7 milliards d'euros", explique-t-il.

(Avec AFP)

tempsreel.nouvelobs.com



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Veillée révolutionnaire

La France d'aujourd'hui ressemble (toujours) à s'y méprendre à celle de l'Ancien Régime



Il est frappant de voir combien la France d'aujourd'hui si perturbée ressemble à celle tout aussi troublée des Bourbon. La leçon tombe comme la lame de la guillotine : un régime inapte à se réformer et à redresser le pays est inéluctablement condamné. À la révolution peut-être pas nécessairement, mais aux révoltes, sûrement. Ce qui n'est pas plus rassurant. Nous reprenons ici en l'actualisant une analyse publiée la première fois en 2011.

Par Philippe Plassart

Les caisses vides

Notre histoire parallèle commence par la publication d'un faire-part. "L'Ancien Régime est mort de son endettement financier. La crise des finances publiques a paralysé la réforme politique. Et l'État, tenu par sa dette, s'est écroulé", rappelle Christian Jouhaud, historien, directeur de recherches au CNRS(1). Le diagnostic fait directement écho au célèbre "la France est en faillite" de François Fillon lancé il y a près de dix ans, fin 2007. Jean-Marc Daniel, professeur d'économie à l'ESCP-Europe et spécialiste de la dette, fait ce rappel. "Les états généraux ont été convoqués en 1789 en vue d'augmenter les impôts. Car en 1788, le ministre du Budget de l'époque, Brienne, n'arrive plus à placer ses emprunts."

"L'Ancien Régime est mort de son endettement financier. La crise des finances publiques a

paralysé la réforme politique. Et l'État, tenu par sa dette, s'est écroulé

À l'époque, le poids de la dette équivalait approximativement selon les estimations à 80% du PIB. Aujourd'hui, il tangente les 100% du PIB. À 230 ans d'écart, la question de la soutenabilité de la dette du pays se pose quasiment dans les mêmes termes. Aujourd'hui, c'est le chambellan Michel Pebéreau qui tire inlassablement la sonnette d'alarme en écho aux rapports de la Cour des comptes : "Le poids de la dette est de 32 000euros par habitant. La France est le seul pays de la zone euro, avec la Grèce, à demeurer en 'déficit excessif'. Ce sujet est totalement absent des débats de la présidentielle. Si les taux d'intérêt remontaient à leur niveau de 2003, la charge de la dette, qui augmenteraient de 2 points de PIB par an, deviendrait insoutenable". Un avertissement dans le désert...

"Privilèges" et "niches fiscales"

La royauté, sans le sou, ne parvient plus à payer ses fonctionnaires et ses officiers Le diagnostic est connu. Volet dépenses, les guerres – perdues, celle d'Amérique en particulier – ont ruiné le régime tandis que du côté recettes, l'assiette des prélèvements, inchangée depuis 200 ans dans ses fondamentaux, n'est pas assez large. Un "effet de ciseau" fatal. La question fiscale se focalise en particulier sur "la taille" que ne paient pas les nobles propriétaires du tiers des terres du royaume, un "privilège" accordé à ces derniers par Louis XIV en 1614. Max Gallo(3) analyse la réponse du pouvoir royal à cette situation : "Il a tellement besoin d'argent qu'il 'privatise' autant qu'il peut ses fonctions régaliennes, de la magistrature à l'armée et même jusqu'aux coiffeurs". Les "trous" dans notre fiscalité ne sont pas moins grands aujourd'hui.

"Le pouvoir royal a tellement besoin d'argent qu'il 'privatise' autant qu'il peut ses fonctions régaliennes, de la magistrature à l'armée et même jusqu'aux coiffeurs"

Environ 450 niches fiscales aux finalités totalement disparates ont été créées, pour la plupart en catimini et dans un total désordre depuis 1975. Bref, c'est le règne du "bazar fiscal", titre de l'essai d'Ivan Best, journaliste spécialisé dans les questions budgétaires. Ce qui n'empêche pas l'allergie fiscale de monter. Le signal de la révolte a été donné en 2014 par les manifestations des "Bonnetts rouges" contre les portiques routiers de l'écotaxe en Bretagne. Depuis lors, les grands

argentiers de Bercy doivent manier le marteau fiscal avec une précaution extrême et préfèrent faire miroiter d'hypothétiques baisses d'impôts. Une équation intenable sans baisses des dépenses publiques.

Le retour des "héritiers"

Dans la société d'ordres de l'Ancien Régime, la naissance conditionne la destinée des individus. Être "bien né", autrement dit naître dans une famille noble, garantit un rang, un statut et des prérogatives à vie. Pour autant, cette société d'ordres (clergé, noblesse, Tiers-Etat) n'a jamais eu la rigidité de celles de castes, façon société hindoue, le système étant en partie articulé sur des mécanismes d'ascension sociale par l'achat des charges et des fonctions. "Cette mécanique suscite des frustrations car elle est onéreuse pour ceux qui aspirent à s'élever dans la hiérarchie, et elle est sans garantie de réussite pour un projet mené souvent par les roturiers sur plusieurs générations. À plusieurs occasions en effet, la noblesse, frappée par des crises d'identité, éprouve le besoin de se replier sur elle-même en fermant les portes", explique l'historien spécialiste du XVIIIesiècle Guy Chaussinand-Nogaret, directeur honoraire de recherches au CNRS. Au regard de ces hauts et ces bas, la société française d'aujourd'hui, telle qu'a pu l'analyser par exemple le sociologue Pierre Bourdieu dans les années 60 et 70, apparaît presque plus rigide. "La reproduction sociale à l'identique, avec son corollaire la perpétuation des situations acquises d'une génération à l'autre, n'a jamais aussi bien fonctionné. Les couches sociales aisées parviennent très bien à défendre les intérêts de leurs enfants Les enfants issus des milieux populaires sont de moins en moins présents dans les grandes écoles qui restent le creuset des réussites professionnelles", affirme Patrick Savidan, président de l'Observatoire des inégalités et professeur de philosophie à l'université de Poitiers.

"La reproduction sociale à l'identique, avec son corollaire la perpétuation des situations acquises d'une génération à l'autre, n'a jamais aussi bien fonctionné"

Autre phénomène caractéristique : le retour des dynasties familiales comme sous les Bourbon. "Classique dans la haute administration, ce phénomène touche l'industrie et les services mais se répand aussi dans d'autres milieux comme l'édition ou les arts et spectacles, où le patronyme constitue en soi un capital à faire fructifier",

observe l'historien Robert Descimon, directeur d'études au centre de recherche historique à l'EHESS(2). Allégé fiscalement, l'héritage opère un retour spectaculaire. Le montant de la valeur des actifs transmis au sein des familles, qui était tombé à 5% du PIB, est évalué à 15% en 2008 et devrait retrouver son étiage du début du XIXesiècle, soit entre 20 et 25%, à l'horizon 2050, selon les prévisions de l'économiste Thomas Piketty. Significatif : c'est en France où l'on trouve le moins de self-made-men parmi les milliardaires, puisque parmi ces derniers, seul un sur trois est "parti de rien", contre 8 sur 10 au Royaume-Uni et 6 sur 10 aux États-Unis, selon une étude Forbes-Société Générale. Et la "nouvelle économie" ne rompt pas avec ce constat puisque plus de 8 fondateurs de start-up sur 10 sont issus des grandes écoles, selon un sondage de la Conférence des grandes écoles réalisé à l'occasion du CES. Héritiers, pas morts ! déplore Robert Zarader, associé l'agence de conseil Equancy and Co. De la même manière qu'elle s'était refermée dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, la perspective d'une ascension sociale s'est rétrécie dans la France des années 2000. En 1787, l'avocat Barnave proclame : "l'horizon est bouché de toutes parts". Aujourd'hui le "no future" des Sex pistols continue de faire écho à cette proclamation. Et c'est la peur du déclassement qui étreint la classe moyenne et ses rejetons.

Esprit critique et dérision

Classique : une population mieux éduquée à qui l'on ferme l'espoir accumule naturellement les mêmes frustrations, à deux siècles de distance. Ces dernières nourrissent dans un premier temps la critique sous le manteau, puis la contestation ouverte. Celle-ci s'exprime avec une qualité de forme et de fond qui surprend toujours les historiens dans les cahiers de doléances de 1789. Une lucidité que l'on retrouve parfois sur certains blogs aujourd'hui. Non sans la bonne dose d'humour ravageur et de dérision au troisième degré qu'autorise l'anonymat des réseaux. Un état d'esprit qui n'est pas sans rappeler celui qui présidait aux réunions des fameux salons et autres sociétés de pensée. "On y parlait de sujets graves mais on aimait aussi les anecdotes, la plaisanterie, le 'bon mot'. Chaque participant cherchait à se faire remarquer et à faire sa promotion. Un peu comme dans nos talk-shows télévisuels. D'Alembert, le très sérieux père de l'Encyclopédie, esprit délié et très drôle, était aussi un mime. Ces imitations étaient fort prisées", raconte Guy Chaussinand-Nogaret. Un lointain ancêtre de l'esprit Guignol.

"On y parlait de sujets graves mais on aimait aussi les anecdotes, la plaisanterie, le 'bon mot'. Un peu comme dans nos talk-shows télévisuels"

La chasse aux élites est ouverte et ça tire dans tous les coins. Marat tient une feuille d'opposition, à l'affût du moindre petit scandale mettant en cause une personnalité du régime. Et la matière ne manque pas, en dépit du secret entourant les affaires royales : ce n'est qu'en 1789 que sera publié l'index nominal de toutes les pensions distribuées par le roi aux courtisans. Cette mise à jour fut un choc au moins égal à celui de la révélation de l'usage par nos députés d'aujourd'hui de leur réserve parlementaire servant à rémunérer d'hypothétiques assistants parlementaires. "Fillon a inventé le revenu universel familial", persifle une mauvaise langue. Un comportement qui vaut à l'ex-Premier ministre candidat à la présidentielle un tambourinage de casseroles, tandis qu'un autre candidat en appelle à une "moralisation de la vie publique". Opérations mains propres pas loin !

L'art non maîtrisé de la réforme

Dans un tel climat de défiance, il est difficile de manier la société pour la diriger en douceur vers là où c'est nécessaire. La monarchie en fera les frais, et l'exécutif de la VeRépublique, qui ne dispose plus des deux armes décisives de la persuasion de ses débuts – la télévision et les CRS – en fait l'amère expérience depuis 30 ans. Mais il s'y ajoute un problème de méthode commun à ce type de régimes à forte concentration de pouvoirs : l'absence de concertation réelle. Et lorsque les grands réformateurs montent sur la scène – Turgot, au premier chef –, il est trop tard.

"Dans un tel climat de défiance, il est difficile de manier la société pour la diriger en douceur vers là où c'est nécessaire"

"Malgré leur hauteur de vue, leurs tentatives – comme celle d'instaurer un impôt foncier universel – sont vouées à l'échec, car le régime est incapable d'élaborer le compromis nécessaire entre les parties de la société", reprend Robert Descimon. La difficulté est la même aujourd'hui pour un pouvoir qui ne dispose pas, lui non plus, des corps intermédiaires pour forger un accord solide et pérenne.

Crise profonde de représentation

Dans ce contexte, l'inadéquation de la représentation politique avec la société n'en est

que plus criante. “Le roi – incarnation de l’État à lui seul – convoque dans l’urgence d’une banqueroute annoncée des états généraux, une première depuis 150 ans. Une initiative mal maîtrisée car la question des impôts va attiser au contraire l’aspiration des ‘sujets’ du roi à devenir des citoyens”, analyse Guy Chaussinand-Nogaret. Un décalage aussi important existe sans doute aujourd’hui. “En matière de non-renouvellement des élites, la classe politique est la pire. La situation est bien plus grave que dans les entreprises où la compétence et le talent finissent parfois par s’imposer.

“En matière de non-renouvellement des élites, la classe politique est la pire. La situation est bien plus grave que dans les entreprises où la compétence et le talent finissent parfois par s’imposer”

Le système est si verrouillé que le Parlement actuel représente une France qui n’existe plus, celle des notables. La classe moyenne de la fonction publique truste les fonctions d’élus alors qu’elle n’a plus, à l’instar du corps enseignant, les manettes du pouvoir”, déplore Hakim El Karoui, avocat d’affaires et fondateur du Club XXIeSiècle qui réunit des enfants de l’immigration ayant accédé aux plus hauts postes. Un signe positif : face à une représentation sclérosée qui suscite le désintérêt, le découragement et l’apathie électorale, une sorte de contre-culture politique semble se développer au sein même de la société civile, les outils des réseaux sociaux aidant. “Une nouvelle opinion échappant à la politique traditionnelle est en train de naître via les outils du Net qui permettent de la cristalliser en dehors des cadres classiques”, se félicite Robert Zarader. “Sous l’Ancien Régime, il y avait aussi des réseaux, mais au lieu d’aller sur Internet, on allait à la réunion de l’Académie, à celle de la franc-maçonnerie ou bien dans un salon privé, discuter des idées de Rousseau”, explique Jean-Marc Daniel. Et le mouvement associatif, qui ne réunit pas que des joueurs de boules, témoigne de cette volonté de participation et d’implication.

Conjurer le syndrome de Coblenze

Question : à quoi aspirent les citoyens français du XXIesiècle ? À rester de purs “consommateurs de droits sans devoirs” émergeant au compte de l’État-providence ? Ou bien à devenir des citoyens plus impliqués dans les choix qui conditionnent leur vie et celle de la cité ? Quelle que soit l’option, il faudra sortir de l’ambiguïté – “la population sait au fond d’elle-même qu’elle ne pourra pas bénéficier indéfiniment de droits non

financés”, rappelle Michel Rouger, ex-président du tribunal de commerce de Paris qui eut à traiter de l’affaire Tapie et faire aussi preuve d’ingéniosité. Une démarche que la monarchie finissante n’a pas su initier face à des défis de même ampleur – la nécessité d’une fiscalité renouvelée pour le royaume.

“Où sont aujourd’hui les Rousseau et autres Voltaire ? On les cherche en vain”

Une leçon d’histoire qui, deux siècles plus tard, mérite d’être méditée d’urgence pour éviter que le syndrome de Coblenze – celui de l’exil des élites mondialisées ayant fait le choix de se situer hors du sol – ne se répète. La tâche n’est pas facile : la révolution de 1789 fut préparée par un travail de maturation intellectuel exceptionnel durant le “siècle de Lumières”. Mais où sont aujourd’hui les Rousseau et autres Voltaire ? On les cherche en vain. Et les révolutionnaires, quand ils partirent à l’assaut des Bastilles de l’Ancien Régime, avaient en ligne de mire l’exemple de la démocratie anglaise. Rien de tel aujourd’hui. Aucun véritable projet révolutionnaire abouti et pensé n’est mis sur la table face à une réalité devenue bien trop complexe à saisir. Et il n’y a aucun pays à copier susceptible de faire rêver, la nouvelle Amérique de Trump moins que jamais, pas plus évidemment que la Russie de Poutine. La tentation de la table rase révolutionnaire résistera probablement longtemps à ce vertige de la feuille blanche ! Ce qui ne veut pas dire qu’il n’y aura pas de révoltes...

A lire :

- (1) Christian Jouhaud, auteur de ‘Sauver le Grand siècle’. *Présence et transmission du passé* (éd. Le Seuil).
- (2) Robert Descimon, auteur avec Elie Haddad de ‘Epreuves de noblesse’ (éd. Les Belles Lettres).
- (3) Max Gallo, auteur de ‘Le Peuple et le Roi’ (éd. XO).

Par Philippe Plassart

lenouveleconomiste.fr

**Le nouvel
Economiste.fr**

III) Gilbert Collard voudrait "virer" Florian Philippot du FN

Gilbert Collard, député apparenté FN du Gard, déclare vouloir "virer" Florian Philippot du Front national en se présentant contre...



Par AFP

Gilbert Collard, député apparenté FN du Gard, déclare vouloir "virer" Florian Philippot du Front national en se présentant contre lui à l'élection interne du parti lors du prochain congrès, d'après des propos rapportés dans une biographie du vice-président du FN à paraître jeudi.

Le député du Gard, contempteur régulier de M. Philippot, serait prêt à se présenter à l'élection du comité central (CC) lors du prochain congrès afin de "virer Philippot", écrivent en citant l'avocat les journalistes de LCP Astrid de Villaines et Marie Labat dans "Philippot 1er" (Plon).

M. Collard n'est pas membre du FN. Il ne peut en conséquence se présenter au CC du parti.

Le congrès est prévu à l'automne ou à l'hiver prochain. Lors du dernier, fin 2014 à Lyon, Marion Maréchal-Le Pen était arrivée en tête et Florian Philippot 4e, ce qui constituait une contre-performance pour le numéro deux officieux du parti.

"Si Marine ne remporte pas la présidentielle, il va s'en prendre plein la gueule", dit aussi Gilbert Collard, cité dans ce livre.

"Faut pas répéter toutes les bêtises, cela rend idiot" a tweeté lundi matin, le député du Gard. Le message a été rediffusé par Florian Philippot.

Jean-Lin Lacapelle, chargé de la "mobilisation" dans la campagne de Marine Le Pen, a lui dénoncé sur Twitter "les bonnes manips et mensonges de campagne". "Florian est et restera un élément incontournable du succès. N'en déplaise aux calomniateurs!", a-t-il assuré.

Plusieurs frontistes considèrent que l'influence de

de ce dernier sur la ligne du FN pourrait être remise en cause lors du congrès si Mme Le Pen échouait à passer le cap du premier tour de la présidentielle ou en cas de défaite trop large au second.

Marine Le Pen fait une campagne présidentielle moins centrée que celle de 2012 sur les questions économiques et sociales, telle la sortie de l'euro, chères à M. Philippot.

Le livre détaille aussi l'animosité dont fait l'objet l'eurodéputé au sein de l'extrême droite. "Il n'y a de rivalités qu'entre des gens qui sont d'égale dimension. Philippot ne m'est pas comparable", dit ainsi Jean-Marie Le Pen, président d'honneur du FN exclu en août 2015, réintégré par la justice.

Au sein même du parti, si on salue ses talents de communicant ou sa force de travail, le livre rapporte des propos peu amènes à son encontre: "Il ne sait pas mettre de liant", dit Jean-Lin Lacapelle, secrétaire général adjoint du parti.

"Trop colérique", "pas drôle", juge le trésorier Wallerand de Saint Just.

Enfin, Florian Philippot, à qui ses adversaires prêtent parfois une ambition supérieure au delà de l'accession de Mme Le Pen à l'Elysée, dit aux auteurs ne pas fixer "de limites a priori" à ses objectifs.

"En 2017, le FN, je vais voir comment ça tourne. Je vais pas forcément y rester des années", a-t-il confié il y a plusieurs mois en privé, selon des propos rapportés à l'AFP.



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Bienvenue dans les années 1930



Nuremberg 1938 Wikimedia Commons

Eric Leser

Les similitudes entre le monde des années 1930 et le nôtre, après le Brexit et l'élection de Trump, sont bien plus nombreuses, pertinentes et inquiétantes qu'on pourrait le croire.

Rejet des élites, des partis politiques traditionnels, des médias, de la démocratie représentative. Déclassement, replis identitaires, inégalités. Protectionnisme, nationalisme, autoritarisme, racisme. Choc technologique, montée des périls extérieurs.

Non, il ne s'agit pas d'une description du monde du début du XXI^e siècle, mais de celui des années 1930... Les comparaisons historiques ont leurs limites. Elles sont par nature réductrices. Les forces à l'œuvre dans les années 1930 sont différentes de celles qui agissent aujourd'hui. Des masses enrégimentées ne défilent plus au pas en tendant le bras la main ouverte ou le poing fermé. Mais l'exactitude n'est pas toute la vérité. Et les similitudes entre le chaos de notre époque et les années 1930 sont à la fois nombreuses, pertinentes et inquiétantes.

Erreurs tragiques

Sans la grande dépression née du krach de 1929, la plus grande crise que le capitalisme ait connue, et l'effondrement social et moral qu'elle a créé,

les démocraties n'auraient pas été aussi affaiblies. Hitler n'aurait sans doute jamais pris le pouvoir en Allemagne. La Seconde Guerre mondiale n'aurait sans doute pas eu lieu. L'URSS de Staline ne serait sans doute pas devenue la superpuissance qu'elle a été jusqu'en 1989.

Sans la crise financière de 2008 et ses conséquences économiques et sociales, il n'y aurait sans doute pas eu de Brexit. Donald Trump serait sans doute resté un promoteur immobilier new-yorkais et une vedette de télé-réalité.

Les partis populistes ne seraient pas aussi puissants un peu partout en Europe. L'Union européenne ne serait pas aussi menacée. Les régimes autoritaires de la Russie, la Turquie, l'Iran et la Chine ne seraient pas aussi sûrs de leur force.

L'enchaînement des faits est évidemment différent... Après le krach de Wall Street en 1929, la récession devint générale en 1931 avec la faillite en chaîne de banques des deux côtés de l'Atlantique, des mesures d'austérité dans des économies déjà effondrées et la mise en place de barrières douanières et de contrôle des changes.

Les dirigeants politiques ont alors commis des erreurs tragiques, notamment le fait de ne pas tenter de limiter le chômage de masse qui a fourni des arguments imparables aux adversaires de la démocratie.

Il a seulement fallu deux ans à Hitler et au parti national socialiste allemand pour commencer à exister sur le plan électoral, en 1930, et rallier 37% des suffrages aux élections législatives de 1932. À Paris, le 6 février 1934, l'extrême droite réunit un million de personnes dans les rues et la même année l'insurrection des mineurs des Asturies en Espagne est sévèrement réprimée par l'armée.

L'Allemagne commence à réarmer en 1935. La guerre civile espagnole éclate en 1936, l'année du Front Populaire en France et l'année d'une vague d'occupation des usines par les ouvriers aux États-Unis. C'est en 1936 que Staline lance les grandes purges, notamment dans l'armée. En résumé, les années 1930 voient plusieurs démocraties s'effondrer et la guerre devenir de plus en plus certaine.

Nous n'en sommes aujourd'hui évidemment pas là. La plus grande différence tient au fait que le système économique mondial est beaucoup plus interdépendant. Tous les pays comprennent que l'autarcie est un suicide. Cela ne veut pas dire que le repli sur soi n'est pas une tentation générale.

Crise de civilisation

Comme dans les années 1930, les partis politiques établis ont perdu la confiance d'un grand nombre d'électeurs. La croissance est faible, le chômage a augmenté dans les pays les plus fragiles, le pouvoir d'achat stagne ou baisse et l'avenir fait peur.

Deux chiffres résument cette stagnation. La production industrielle française est aujourd'hui à son niveau de 1994. Aux États-Unis, entre 1985 et 2000, les heures de travail payées ont augmenté de 35%. Entre 2000 et 2015, elles ont augmenté de 4%.

Cela reste sans commune mesure avec une crise, qui il y a quatre-vingt-dix ans avait réduit de moitié la production industrielle des deux premières économies du monde, les États-Unis et l'Allemagne, et mis au chômage dans ces deux pays un tiers des salariés. Comme l'explique l'économiste John Kenneth Galbraith: «Des gens avaient faim dans les années 1930, 1931 et 1932. Et les autres étaient tourmentés par la crainte qu'ils pourraient bientôt avoir faim.»

La France des années 1930 a subi, mais moins fortement que les États-Unis et même que ses voisins anglais, italien ou allemand, la répercussion de la crise mondiale. Elle le doit à une industrialisation limitée et au fait d'être un pays encore largement rural (35% de la population active en 1931), Cela ne l'empêche pas d'être contaminée par «l'esprit des années 30» comme l'explique l'historien Serge Bernstein (La France des années 30). Refus du libéralisme, constat d'une crise de civilisation, attirance vers d'autres modèles, communiste, monarchique, fasciste...

D'autant plus facilement que les affaires discréditent la classe politique. «À bas les voleurs!», c'est le slogan de la manifestation antiparlementaire monstre du 6 février 1934 à Paris, où se mêlent anciens combattants, camelots du roi et forces pré fascistes. Ils dénoncent les politiques impliqués dans l'affaire Stavisky, qui venait de «se suicider d'un coup de revolver qui lui a été tiré à bout portant». Avec les affaires Bettencourt, Tapie, Cahuzac et le «Penelope Gate», pour n'en citer que quelques-unes, notre époque n'est pas plus reluisante.

Les peuples choisissent la passion plutôt que la raison

L'insécurité, économique, identitaire, sociale est la marque des années 1930 et des années 2010. En réaction, la société se désagrège en groupes sociaux et ethniques antagonistes. La force des populistes d'hier et d'aujourd'hui, (les Trump, Farage, Le Pen, Orban...) est d'avoir identifié les fractures sociales, la profonde défiance envers les institutions et d'y apporter des réponses simplistes. C'est la faute, au choix et selon les époques, des élites mondialisées, du parti de l'étranger, des immigrés, des apatrides, des juifs, de l'Islam, des Mexicains, de l'Europe, de la ploutocratie internationale, de l'anti France...

«Les peuples ne peuvent pas vivre sans espoir. Quand la crise s'éternise, quand la sécurité est menacée, quand l'horizon semble bouché, ils aspirent à changer de destin»

Jean-Marc Vittori

Une partie grandissante des classes moyennes des pays occidentaux a aujourd'hui le sentiment d'avoir été trompée et trahie par les élites politiques et d'être les laissés pour compte de la mondialisation. Elle est prête à toutes les aventures pour que cela change y compris à se détacher de l'Europe ou à élire à la tête du pays le plus puissant au monde un personnage dont l'équilibre mental est incertain. «Les peuples ne peuvent pas vivre sans espoir. Quand la crise s'éternise, quand la sécurité est menacée, quand l'horizon semble bouché, ils aspirent à changer de destin», écrit l'éditorialiste Jean-Marc Vittori à propos des leçons oubliées des années 1930. Et ils répètent les mêmes erreurs.

Ainsi, on ne peut pas s'empêcher de faire un parallèle entre le Brexit et la décision prise dans la panique par le Royaume-Uni en septembre 1931 d'abandonner l'étalon or, le premier grand pays alors à quitter le système monétaire international.

La France n'est pas épargnée par ces tentations. Selon un sondage réalisé à la fin de l'année 2016 par l'Institut Ipsos Mori, pas moins de 80% des Français souhaitent l'arrivée d'un «leader fort» qui «transgresse les règles»... Comme l'écrivait Raymond Aron: «entre la passion et la raison les peuples choisissent toujours la première»

Le retour du ressentiment

On pourrait croire qu'une des grandes différences avec les années 1930 tient à la nature des ruptures technologiques. Il y a 90 ans, c'était la production industrielle de masse et une nouvelle forme d'organisation du travail, le taylorisme, et d'aliénation. Tout cela illustré par Les Temps Modernes, le film de 1936 de Charlie Chaplin.

Au XXI^e siècle, la révolution ce sont les technologies de l'information et la robotisation. Elles contribuent à la disparition d'une grande partie des emplois dits intermédiaires dans l'industrie et les services. Cela a débouché sur ce que les spécialistes appellent la bipolarisation du marché du travail. C'est-à-dire d'un côté des emplois très qualifiés et bien rémunérés, peu nombreux, et de l'autre des emplois à faible valeur ajoutée et mal payés, nombreux. Entre les deux, la classe moyenne disparaît.

La technologie a également altéré la vie publique. Internet et plus précisément les réseaux sociaux ont effacé les contraintes sociales et institutionnelles sur: ce qui peut être dit dans

l'espace public, quand cela peut-être dit, où cela peut être dit et par qui. Les institutions indispensables à la vie d'une démocratie représentative, les partis politiques et les grands médias, qui servaient jusque-là de médiateurs, ont ainsi perdu une bonne part de leur pouvoir et de leur légitimité.

Le débat démocratique recule. Les opinions contradictoires sont de moins en moins tolérées. Quand les gens sont confrontés à des idées différentes, ils se sentent offensés. Le ressentiment de classe et le ressentiment ethnique, religieux et culturel sont devenus des forces presque irrésistibles. Ainsi, 57% des Américains blancs ont voté pour Donald Trump et 66% de ceux qui n'ont pas fait d'études universitaires. Ils croient aux vieilles recettes des années 1930 recyclées par Donald Trump: le protectionnisme et l'isolationnisme.

Quel effet d'entraînement

Les États-Unis, comme le Royaume-Uni il y a quatre-vingt-dix ans, refusent désormais d'assumer le rôle qui est le leur depuis 1945, celui d'assurer la sécurité et la prospérité du monde libre. Comme dans les années 1930, l'Occident semble faible, indécis, impuissant.

La coopération internationale est morte dans les années 1930 car elle était, à tort, associée au chômage de masse, à la spéculation, au parti de l'étranger, à la finance apatride... La mondialisation n'a pas meilleure réputation. Elle est assimilée également au chômage, au déclassement, à la toute puissance de la finance, à la concurrence sauvage et à l'immigration sans contrôle.

Le plus grand danger aujourd'hui, comme dans les années 1930, est celui de l'effet d'entraînement. Le repli sur soi a déjà ébranlé les démocraties occidentales les plus anciennes perçues pourtant comme les plus solides: celles du Royaume-Uni et des États-Unis. S'il se transforme dans les prochaines années en guerre commerciale planétaire, les conséquences en seront incalculables. Le monde a mis trente ans à commencer à se remettre des années 1930...



Eric Leser

V) Mélenchon pulvérise les audiences de France 2 dans « On n'est pas couché » et bat TF1



Jean-Luc Mélenchon crée la surprise et pulvérise les audiences de France 2 et bat celles de TF1. Jean-Luc Mélenchon représenterait-il le renouveau aux yeux des français ?

Samedi 11 mars, Laurent Ruquier, accompagné de son duo de chroniqueurs, Yann Moix et Vanessa Burggraf, présentait sur France 2 un nouveau numéro de son talk-show On n'est pas couché qui a réalisé des audiences en hausse. En moyenne, le programme diffusé entre 23h13 et 2h16 a réuni 1.47 million d'amateurs, soit 20.9 % de part d'audience. C'est 3.6 points de mieux que la semaine précédente. En parallèle, France 2 était au coude-à-coude face à The Voice la suite sur TF1, suivi par 20.8 % du public présent sur son poste, avant de reprendre le dessus face au Grand blind test qui a divertit 12.9 % des 4 ans et plus. En effet, tout le long de son émission, Laurent Ruquier rabâche que Jean-Luc Mélenchon ne dépassera pas les 11 % ! Pour vous rafraîchir la mémoire voici les grands points du programme de Jean-Luc Mélenchon.

Pied de nez aux médias traditionnels

C'était le 19 février, que le candidat de la France

Insoumise s'est installé face caméra durant plus de 5 heures afin de répondre à la grande question : « L'Avenir en commun, combien cela coûte ? ». Le candidat se veut rassurant face aux doutes émis quant à une impossibilité d'appliquer les mesures qu'il propose. Face caméra certes, mais pas devant n'importe lesquelles. Le candidat continue d'utiliser savamment les réseaux sociaux et s'expose en direct sur Facebook et Youtube sur sa propre chaîne, qui rappelons-le, comptabilise plus de 200 000 abonnés. A l'occasion de ce grand chiffre, l'équipe de la France Insoumise a mis sur pied une nouvelle émission autoproduite : Esprit de campagne. Autour de la table, le présentateur Guillaume Tatu, ancien journaliste sur NRJ et Europe 1 notamment, le journaliste Marc Landré, rédacteur en chef du service économie du Figaro, l'économiste Liêm Hoang Ngoc, ancien du parti socialiste et soutien du candidat de la gauche, Charlotte Girard, co-responsable de l'élaboration du programme de Jean-Luc Mélenchon et bien sûr le principal intéressé. Si l'ambiance était de mise, le débat était là, au-delà d'un discours droit, les chiffres étaient exposés un à un sous forme de questions-réponses.

Le plan de relance économique de la France Insoumise

Le nerf de la guerre des élections et des divers programmes est généralement le plan économique des candidats. Celui de Jean-Luc Mélenchon s'articule autour d'axes principaux tels que la lutte contre le chômage et la pauvreté (45 milliards d'euros dont 18 milliards d'euros pour le logement) et la transition écologique (50 milliards dont 25 milliards pour le développement des énergies renouvelables). Le candidat s'est engagé publiquement et ce, depuis plusieurs semaines, à mettre en place un large plan d'investissement de 102 milliards d'euro lors de son mandat ainsi que 173 milliards de dépenses publiques supplémentaires – via son plan de communication moderne, il explique comment il compte financer ces grandes mesures. Contrairement au programme d'austérité libérale proposé par François Fillon, ce dernier propose une relance dite keynésienne à l'économie – soit replacer l'Etat au cœur de l'économie du pays. Pour ce faire, Jean-Luc Mélenchon explique compter sur l'emprunt, la suppression du pacte de responsabilité, la lutte contre la fraude fiscale ainsi qu'une redistribution des richesses grâce à l'impôt sur la fortune. Comme résultat, le candidat annonce une réduction de la dette grâce aux recettes stimulées par la baisse du chômage et le faible taux d'inflation (augmentation de 190 milliards sur 5 ans).

Roulez jeunesse !

Le candidat de la France Insoumise mise sur une relance économique par l'augmentation du pouvoir d'achat, réalisable via l'augmentation du SMIC de 15% et la massive création d'emplois. Il parie également sur la jeunesse et propose par conséquent un large investissement de plus de 21 milliards d'euros pour les 18-24 ans qui servirait à mettre en place un service citoyen de 9 mois, une allocation d'autonomie pendant 3 ans et des « contrats jeunes ». Pour les moins de 18 ans, il compte rendre la scolarité obligatoire et gratuite, cela coûterait environ 2 milliards d'euros. Il souhaite également assurer une cantine, des transports, des activités périscolaires et des manuels scolaires gratuits pour tous ainsi qu'un accès privilégié à l'éducation artistique et culturelle ; cumulée avec la scolarité obligatoire, la note s'élève à 5,2 milliards d'euros.

Le cannabis financera la police

Jean-Luc Mélenchon compte également créer 10 000 postes supplémentaires d'agents de police et

de gendarmerie afin de créer un environnement plus apaisé, notamment en banlieue. Le pari se fait sur une police de proximité mieux formée. Si cette mesure coûte 355 millions d'euros, il estime pouvoir les financer grâce à la légalisation du cannabis et la suppression de l'état d'urgence.

Récapitulons

Le candidat a publié dans la foulée une vidéo explicative qui résume son plan de financement et qui prouve par ailleurs, que si cela fonctionne, le programme de relance devrait rapporter plus que ce qu'il ne coûte. Nous avons donc du côté « Dépenses » : la lutte contre la pauvreté, la réforme des retraites, l'éducation, la culture, la recherche, le service à la personne, la jeunesse, les contrats coopératifs et sécurité, la santé et la justice – et du côté « Recettes » : la relance économique, la lutte contre l'évasion fiscale, les nouveaux prélèvements obligatoires, les niches fiscales, la suppression du CICE et du Pacte de Responsabilité et les diverses autres économies. Que l'on soit en accord ou non avec son programme ou ses idées, Jean-Luc Mélenchon a répondu de manière claire, précise et abordable à l'une des nombreuses attentes des Français. Prendre le temps de chiffrer et d'exposer un plan et ses résultats démontre qu'au-delà de la forme, le fond y est également.

par La Relève et La Peste

linkis.com/lareleveetlapeste.fr



LA RELEVÉ
ET
LA PESTE

A Suivre...
La Presse en Revue